

# Pesticides: Sauvons les fruits dénonce le détournement de l'étude INSERM

Michel DEPROST | 24.06.2013 - 12:07

**La publication de l'étude de l'INSERM sur les pesticides a été détournée par une grande partie de la presse et des associations de défense de l'environnement estime le Collectif Sauvons les fruits, attaché à défendre un usage maîtrisé de substances chimiques en agriculture.**

Le Collectif " Sauvons les fruits" dénonce la manière dont l'étude récente de l'INSERM sur les pesticides a été détournée par des associations qui se présentent comme des associations de défense de l'environnement.

" La quasi-totalité des articles de presse et des réactions des associations environnementalistes", estime le Collectif systématise le lien entre pesticides et maladies graves.

Au contraire rappelle le Collectif, l'INSERM était resté très prudent dans ses conclusions : *« D'après les données de la littérature scientifique internationale publiées au cours des 30 dernières années et analysées par ces experts, il semble exister une association positive entre exposition professionnelle à des pesticides et certaines pathologies chez l'adulte: la maladie de Parkinson, le cancer de la prostate et certains cancers hématopoïétiques (lymphome non hodgkinien, myélomes multiples). Par ailleurs, les expositions aux pesticides intervenant au cours de la période prénatale et périnatale ainsi que la petite enfance semblent être particulièrement à risque pour le développement de l'enfant ».*

En clair souligne le Collectif l'apparition de certaines pathologies dépend des conditions d'exposition (utilisation de protections spécifiques ou non) et de l'utilisation de certaines molécules. Le Collectif rappelle comme l'avait fait l'Union des Industries de Protection des PLantes ( UIPP) citées dans cette étude, sont déjà interdites à la vente et depuis de nombreuses années. Il s'agit de molécules appartenant aux familles de molécules suivantes : organochlorés, organophosphorés, pyréthrinoïdes ou encore pyridines).

Le Collectif rappelle aussi que les données étaient déjà connues. L'INSERM a rappelé la nécessité de poursuivre l'effort de recherche et de collectes de données. Le Collectif Sauvons les fruits et légumes de France demande aux pouvoirs publics de ne pas prendre de " mesures sous la pression médiatique et à légiférer uniquement sur des bases scientifiques."